

FIDJI ET TUVALU À L'ÉPREUVE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France-Vanuatu-Iles du Pacifique à Fidji et à Tuvalu

7 au 16 septembre 2016

Du 7 au 16 septembre 2016, une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Vanuatu-Iles du Pacifique, composée de Mme Catherine Procaccia, présidente, M. Robert Laufoaulu, président délégué pour Fidji, M. Jean-François Longeot, vice-président, et Mme Delphine Bataille, membre du groupe, s'est rendue à Fidji et à Tuvalu.

Précédé de nombreux échanges au Sénat (ministres fidjiens des Affaires étrangères, des Pêches, de l'Agriculture et de la gestion des désastres naturels) et d'un colloque sur les incidences du réchauffement climatique sur les Iles du Pacifique, ce déplacement avait pour objet, quelques mois après la signature historique de l'Accord de Paris en décembre 2015, d'approfondir cette thématique dans deux États océaniques pour lesquels cette question est cruciale, voire une question de survie. Il s'agissait en particulier de mesurer concrètement l'impact de la montée des eaux sur la vie quotidienne des populations concernées et s'informer sur les actions menées pour en combattre les effets.

La délégation tient à remercier MM. Michel Djokovic, ambassadeur de France à Suva, Jules Irrmann, premier conseiller, et Christian Lechervy, ambassadeur représentant de la France auprès de la Communauté du Pacifique pour la remarquable organisation de cette mission. Outre les entretiens avec les autorités locales, le corps diplomatique et la communauté expatriée, la délégation a notamment effectué des visites de terrain dans des zones dévastées en février 2016 par Winston, l'un des plus puissants cyclones ayant frappé cette région. À Fidji et à Tuvalu, la délégation a rencontré des populations dramatiquement exposées aux catastrophes mais restées viscéralement attachées à leurs terres ancestrales. Ce volontarisme, qu'on retrouve au plus haut niveau institutionnel, apparaît comme un atout majeur et un facteur d'avenir pour ces petits États vulnérables, engagés dans une véritable « course contre la montre ».

I. Fidji : un pays en mutation

Depuis son indépendance en 1970, l'histoire de Fidji a été ponctuée de coups d'État alimentés par la rivalité entre : la population mélanésienne (60 % environ des habitants), dont l'organisation sociale repose sur un système de chefferies et la propriété collective des terres, et la population d'origine indienne (40 %) introduite sous l'Empire britannique pour développer la culture de la canne à sucre. Après le dernier coup d'État en 2006 orchestré par le chef des forces armées Voreqe Bainimarama et la dissolution du parlement, Fidji a été mis au ban de la communauté internationale. L'adoption d'une nouvelle Constitution en septembre 2013 et la tenue d'élections législatives libres en septembre 2014 (7 partis en lice et près de 80 % de participation) ont permis à Fidji de renouer avec le régime démocratique et de revenir en force sur la scène internationale.



La délégation avec M. Bainimarama, Premier ministre fidjien (au centre) et M. Djokovic, ambassadeur (à gauche)

A - Le retour à la démocratie parlementaire

Arrivée le Jour de la Constitution, la délégation a assisté à l'ouverture solennelle de la session du Parlement à Suva. Composé d'une chambre unique de 50 membres élus pour 4 ans, il fonctionne selon le système de Westminster. Le parti du Premier ministre *Fiji First*, arrivé en tête des élections avec 32 élus, permet au gouvernement de bénéficier d'une confortable majorité législative.

Ouvrant son discours sur le retour réussi à la démocratie, le Président de la République, M. Jioji Konrote, a salué la délégation venue de France, « *pays avec lequel Fidji partage les mêmes valeurs : liberté, égalité et fraternité* ».

Il a vivement remercié pour l'aide humanitaire fournie par l'armée française, dans le cadre de l'accord FRANZ (France, Australie, Nouvelle-Zélande) notamment pour l'intervention de ses avions de reconnaissance et de transport.



La délégation avec Mme Jiko Luveni, Présidente du Parlement et S.E. M. Michel Djokovic

Mme Jiko Luveni, présidente du Parlement, qui a reçu en audience la délégation et l'a conviée à un déjeuner de travail avec les membres de la commission des Affaires étrangères et de la Défense, a confirmé la réinstallation progressive des institutions parlementaires, rappelant que 80 % des députés n'avaient jamais exercé de mandat. Les échanges ont notamment porté sur : la place accordée aux femmes, beaucoup ayant été promues à des postes clés (présidente, secrétaire générale et directrice générale, chef de l'opposition...), les perspectives de renforcement des relations interparlementaires (création d'un groupe d'amitié Fidji-France, visites en France) et le resserrement souhaitable des liens avec les trois collectivités françaises du Pacifique. La proposition de Mme Procaccia d'accueillir en France les lauréats du concours de la Constitution (dont le prix est un séjour dans « *un pays de solide tradition démocratique* »), a reçu un accueil enthousiaste.

Par ailleurs, les entretiens avec le Premier ministre, le ministre de l'Économie, la ministre par intérim des Affaires étrangères, ont permis à la délégation de s'informer sur **les réformes structurelles** engagées par le gouvernement, axées sur la stabilité institutionnelle et le renforcement de l'unité nationale : priorité accordée à l'éducation, développement des infrastructures de transport, surtout en zones rurales, amélioration du filet de protection sociale, soutien aux projets locaux (par des « *centres de ressources* » dans les villages). Atout majeur, Fidji est **l'une des économies les plus développées de la région**.

Nouveau *hub* régional, ce pays a su promouvoir ses secteurs touristique (755 000 visiteurs en 2015) et minier, tout en soutenant son industrie sucrière (10 % du PNB) et la pêche. Au siège de la Banque asiatique de développement, Mme Caroline Currie, chef de la division des programmes économiques pour le Pacifique, a souligné l'impact positif des réformes structurelles et fiscales : l'économie fidjienne connaît l'un de ses plus importants cycles de croissance depuis son indépendance avec un taux de 4 % à 5 % par an depuis 2010 et des perspectives optimistes à court et moyen termes. Ce dynamisme permet à ce petit État relativement peuplé (900 000 habitants) de rayonner bien au-delà de ses frontières. Avec le ministre de l'Économie, M. Aiyaz Sayed-Khayum, la délégation a ainsi pu échanger sur des grands projets régionaux, comme l'appel d'offres pour la desserte aérienne de Wallis-et-Futuna ou le futur câble reliant Samoa à Fidji bénéficiant de financement de la Banque mondiale et de l'Union européenne.

B - Le défi climatique

En février 2016, le cyclone Winston a fait 44 victimes, détruit 40 000 habitations et provoqué plus d'un milliard de dollars USD de dégâts. Se composant de 2 grandes îles principales et 300 petites îles coralliennes, **Fidji se trouve aussi en première ligne face au changement climatique**, comme l'ont rappelé, projections à l'appui, les autorités de la province de Ra (à l'ouest de Viti Levu) où s'est rendue la délégation. À Verevere et Nayaukoso, des dizaines de familles vivent toujours sous des tentes, dans l'attente d'une relocalisation sur des terres plus élevées, avec l'aide de l'Union européenne, des États voisins comme l'Australie ou encore d'ONG (Oxfam). Une quarantaine de villages sont actuellement menacés par la montée du niveau de la mer, particulièrement lors des cyclones qui sont de plus en plus violents et fréquents, et devront être déplacés d'ici cinq à dix ans. L'aide internationale est largement sollicitée notamment pour la construction de digues autour des villages afin de protéger les habitations et les terres agricoles.



Visite du village sinistré de Verevere, province de Ra

La délégation s'est également entretenue avec les responsables du programme RESCCUE financé sur des fonds français - AFD et Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) – et du centre PACE-SD au sein de l'Université du Pacifique Sud, laquelle accueille environ 29 000 étudiants (sur 15 campus) et forme nombre de dirigeants océaniques.

Farouche défenseur de « l'objectif du 1,5 C » à la COP21, très actif au sein du Groupe mélanésien fer de lance, Fidji s'est fait tout naturellement le **porte-parole des petits États du Pacifique**. Son Premier ministre a participé au 4^e sommet France-Océanie et à la Conférence de Paris. Le Parlement fidjien a été l'un des premiers à adopter l'Accord dès février 2016. Fidji se propose d'accueillir les futurs « réfugiés climatiques » de Kiribati ou de Tuvalu, et d'assurer leur sécurité alimentaire. Cette question mobilise actuellement le ministère de la Justice, qui étudie les problèmes juridiques posés par ce sujet.

Signe qu'elle est redevenue une **puissance océanique** qui compte - avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande – Fidji concentre dans sa capitale une vingtaine d'ambassades, l'ensemble des bureaux régionaux de l'ONU dans la zone Pacifique et, en raison de la gestion du FED pour le Pacifique (soit 700 millions d'euros), une importante délégation européenne (60 agents). Lors de son séjour, la délégation a pu prendre la mesure de l'importance stratégique de ce pays au cours de ses échanges avec les ambassadeurs étrangers conviés à la Résidence de France et avec le général Philippe Léonard, Commandant supérieur des forces armées de la Nouvelle-Calédonie, en escale à Suva sur la frégate Vendémiaire.

Sans sous-estimer l'existence de certaines tensions, la délégation a pu observer une réelle volonté d'ouverture et une ambition nouvelle pour le développement de ce pays.

II. Tuvalu : la lutte pour la survie



La délégation avec M. Toafa, Premier ministre par intérim

Figurant parmi les 4 États les plus petits du monde, Tuvalu - peuplé de 11 000 habitants d'origine polynésienne dont la moitié environ

vit dans l'île-capitale Funafuti – est composé de neuf îles ou atolls très étroits, qui semblent posés sur l'eau. Menacé de disparition à l'échéance d'une cinquantaine d'années, ce pays est devenu **le symbole mondial de l'urgence climatique**. La délégation a reçu un accueil extraordinairement chaleureux dans cet archipel du bout du monde, seulement desservi par deux vols hebdomadaires.

A - Une extrême vulnérabilité

À Tuvalu, les handicaps sont de tous ordres. Lors de l'entretien qu'il a accordé à la délégation, M. Otinielu Tausi, président du Parlement, en a souligné les difficultés de fonctionnement. Composé de 15 députés dont le mandat est de 4 ans, qui désignent à la majorité le chef du gouvernement, le parlement est dépourvu de locaux (les députés se réunissent dans une salle polyvalente). Il ne siège que rarement car l'ordre du jour est contrôlé par le gouvernement qui comprend 8 ministres cumulant leurs fonctions avec un mandat de député. Une révision constitutionnelle est en cours mais le gouvernement qui détient la majorité au Parlement pourra facilement s'y opposer. M. Tausi a présenté aussi un ambitieux projet de bâtiment sur le lagon (dont le financement reste à trouver) qui serait relié à l'île par un pont, où siègeraient et seraient logés les députés, le cas échéant les délégations étrangères de passage, et pourrait servir d'abri à la population (avec des stocks de survie) en cas de cyclone ou de montée des eaux.



Route principale de Funafuti bordée à gauche par l'océan et à droite par le lagon

Car l'immense défi de Tuvalu est la lutte contre l'élévation du niveau de la mer qui aurait progressé d'environ 10 cm depuis les années 1990, à laquelle s'ajoutent la **salinisation de la nappe phréatique et l'érosion côtière liée à l'ampleur sans précédent des grandes marées et des vents**. Comme l'a expliqué M. Maatia Toafa, ministre des Finances et du développement économique, ce pays dépend désormais presque entièrement de l'aide internationale. En effet, Tuvalu dispose d'une base économique étroite, limitée à l'agriculture vivrière et à la pêche artisanale. Les transferts financiers ont fortement chuté car le nombre des marins employés par des compagnies maritimes étrangères a diminué (sept fois

moins depuis la crise), comme l'a confirmé la visite du *Maritime Training Institute*. Les recettes publiques proviennent essentiellement de la vente de licences de pêche et du domaine internet «.tv» aux chaînes de télévision du monde entier.

En outre, la propriété des terres étant coutumière, le gouvernement ne peut agir qu'avec l'accord des familles propriétaires. C'est une des raisons pour lesquelles les conseils des chefs traditionnels sont toujours étroitement associés à la gestion locale : priorités du développement, amélioration des infrastructures, gestion des ressources...



Point sur la gestion des déchets à Funafuti

De fait, l'économie locale est très dépendante de l'Australie : le dollar australien est la monnaie locale, ce pays a équipé l'archipel en citernes pour recueillir les eaux de pluie... Mais comme a pu le voir la délégation à travers l'équipement routier et portuaire, l'électrification et les panneaux apposés sur les « dons », la provenance des aides est aujourd'hui très diverse : agences des Nations Unies, Banque mondiale (notamment pour l'éducation secondaire et la réhabilitation des Îles du Nord ravagées par le cyclone Pam en 2015), Union européenne (notamment pour la gestion problématique des déchets, qui fait l'objet de sites dédiés que la délégation est allée visiter), sans compter les aides bilatérales venant du Japon, de Nouvelle-Zélande pour les liaisons maritimes ou encore de Taïwan, économiquement et culturellement très actif...

B – Un esprit de résistance

Dans ce contexte, il est admirable qu'aucun village n'ait encore dû être relocalisé et que la plupart des familles veuillent rester sur place. Le ministre de l'Intérieur, M. Namoliki Neemia, a rappelé qu'après les effets catastrophiques du cyclone Pam en 2015, le gouvernement a décidé de réaliser un grand projet d'infrastructures visant à ériger **des murs de protection et des brise-lames** sur 3 atolls.

Il a obtenu le financement du Fonds Vert pour le Climat (résultat de l'Accord de Paris) à hauteur de 36 millions de dollars américains.

Lors de ses échanges au Comité consultatif national sur le changement climatique (NACCC), la délégation a bénéficié d'une présentation générale du dispositif allant de **la construction de digues avec le sable prélevé dans le lagon à la mise en place de comité d'alerte et de gestion des catastrophes dans chacune des îles** : réseau relié à la police et à l'agence nationale, veille par téléphone satellitaire et *via* une nouvelle messagerie internet, système d'alertes radio pour la population.

*

Au cours de son déplacement, la délégation sénatoriale a ainsi observé les retombées très positives de la COP21 en particulier sur l'état d'esprit des populations insulaires et de leurs dirigeants qui font preuve d'une exemplaire combativité, et sur l'image de la France, puissance du Pacifique, perçue comme solidaire de ces populations.

Surtout, elle a mesuré une évolution considérable et encourageante dans la **prise de conscience lucide des menaces, la capacité à tirer les leçons des catastrophes subies et à décider de mesures pragmatiques pour le bien commun**, dans ces pays condamnés à « *avancer pour ne pas disparaître* ».

Composition de la délégation

			
Mme Catherine PROCACCIA Présidente du groupe Sénateur du Val-de-Marne (Les Républicains)	M. Robert LAUFOAULU Président délégué pour Fidji Sénateur de Wallis et Futuna (ratt. Les Républicains)	M. Jean-François LONGEOT Vice-président du groupe Sénateur du Doubs (UDI-UC)	Mme Delphine BATAILLE Membre du groupe Sénatrice du Nord (Soc et Républicain)
Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_651.html			